



Veille mensuelle des Etats d'Europe centrale et balte

dans les secteurs Climat/Environnement, Energie, Infrastructures et Transport

Novembre 2020

POLOGNE	1
HONGRIE.....	6
REPUBLIQUE TCHEQUE	9
SLOVAQUIE	13
LETTONIE.....	16
LITUANIE	17
ESTONIE.....	20

POLOGNE

Pour information : 1 € = environ 4,4 PLN

Nominations

- Le 26 octobre dernier Anna Kornecka a été nommée sous-secrétaire d'Etat au Ministère du développement, du travail et des technologies. Elle est responsable de la construction, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et du logement.
- Le 10 novembre, Paweł Majewski a démissionné du poste de président de la société Lotos et il a été nommé président de la société PGNiG à partir du 12 novembre. Le 12 novembre, le conseil de surveillance de Lotos a nommé Zofia Maria Paryła (vice-présidente du conseil d'administration chargée des finances) pour assurer l'intérim du poste de président de Lotos.

Climat/Environnement

- Lors des consultations franco-finlandaises du 16 novembre, Adam Guibourgé-Czetwertyński, vice-ministre du climat et de l'environnement, a souligné que la décision d'augmenter l'objectif climatique actuel à l'horizon 2030 ne devrait pas se passer sans tenir compte des spécificités des Etats membres (en particulier de leur mix énergétique).
- Le 12 novembre a eu lieu un entretien en ligne des ministres du climat de la Pologne, de la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Hongrie, de la Bulgarie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Croatie, de la Grèce, de Chypre et de Malte. Les participants de la réunion, initiée par la Pologne représentée par le ministre Michał Kurtyka, ont discuté de leurs attentes à l'égard des conclusions de la CE en matière d'objectifs climatiques d'ici 2030 qui devraient être adoptées en décembre prochain. Selon Kurtyka, en décidant d'un nouvel objectif de réduction de CO₂, il est nécessaire de savoir comment il pourrait être réalisé et de détailler des outils pour y arriver. Il a souligné qu'une réforme du SEQE-UE, étant l'un des outils clés de la politique climatique de l'UE, était donc nécessaire.
- Lors de la visioconférence du 3 décembre consacrée à la participation de la ville de Varsovie au projet 'Villes vertes' de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Rafał Trzaskowski, maire de Varsovie, a annoncé que Varsovie atteindrait la neutralité carbone d'ici 2050. Il a en même temps rappelé qu'en 2018, la ville de Varsovie s'était engagée à réduire de 40% ses émissions à l'horizon 2030. Trzaskowski a déclaré que la mairie investirait dans les projets visant à améliorer la résilience climatique. Varsovie est la première ville polonaise à avoir rejoint le projet 'Villes vertes' (en juin dernier).



La stratégie de la ville de Varsovie à long terme en matière de développement durable sera préparée au cours des douze prochains mois.

Qualité de l'air

- Selon les informations de presse, les investissements dans la modernisation thermique et l'échange de poêles de chauffage dans le cadre du Programme « Air Pur » (*Czyste Powietrze*) seront l'un des éléments du Plan National de Relance financé par l'Union Européenne. Pour renforcer le budget du Programme, le Ministère du climat et de l'environnement pourrait solliciter un montant de 8 Md€. Il est fort probable que l'achat de nouveaux poêles à charbon et à gaz sera exclu de ce financement. Pour rappel, le programme « Air Pur », instrument de financement lancé en septembre 2018 devrait être finalisé d'ici à 2029 : son budget s'élève à 103 Md PLN (24 Md€), dont 63,3 Md de subventions et 39,7 Md PLN d'avances remboursables. Les fonds sont alloués avant tout à la modernisation thermique ainsi qu'au changement des appareils de chauffage. La subvention varie de 30 à 90 % des coûts éligibles de l'investissement en fonction du revenu des ménages. Le programme prévoit le remplacement de 4 000 000 de chaudières dans les dix ans. Pourtant, seulement 172 000 demandes ont jusqu'à présent été déposées pour une valeur de 3,3 Md PLN.

Déchets

- Le 30 novembre l'organisme en charge des déchets de la ville de Varsovie, *Miejskie Przedsiębiorstwo Oczyszczania (MPO)* a signé avec la société coréenne POSCO un contrat pour la construction d'un incinérateur. La valeur du contrat s'élève à 1,668 Md PLN net. L'incinérateur à Targówek devrait être opérationnel 3 ans après la date de la signature du contrat, soit à la fin de 2023. Le projet prévoit la construction de deux lignes d'incinération traitant 267 000 t/an (avec possible extension à une troisième ligne et 500 000 t/an) alors que les capacités actuelles sont de 40 000 t. L'incinérateur produira l'énergie pour environ 16000 ménages et le chauffage pour 12000 logements.
- La diète a retiré de la loi sur les déchets la disposition concernant la limite de 30% du volume des déchets communaux à incinérer. De plus, le ministère du climat et de l'environnement a finalement renoncé à établir une liste d'incinérateurs stratégiques. Le gouvernement indique que ces modifications devraient permettre de bloquer les taxes de collecte et de traitement des déchets dans les communes. Grâce à la loi amendée, les collectivités locales pourront investir dans la construction d'installations de valorisation thermique de déchets avec récupération de chaleur. Les changements sont pourtant fortement critiqués par certains experts qui rappellent que conformément aux directives européennes, la Pologne est obligée d'augmenter ses niveaux de recyclage des déchets communaux.

Eau

- Selon les informations relayées par la presse, la Pologne pourrait être sanctionnée pour le non accomplissement des obligations découlant du traité d'adhésion et de la « directive cadre sur l'eau » concernant, entre autres, le nombre de ménages raccordés aux canalisations et les installations de traitement des eaux usées. Les pénalités pourraient s'élever à 5 Md€. Afin d'améliorer ces indicateurs, le Ministère du climat et de l'environnement prépare la VI^{ème} actualisation du Programme National du Traitement des eaux urbaines résiduaires (*KPOSK*) à l'horizon 2027. Son projet prévoit :
 - la modernisation de 511 km de réseaux de canalisation,
 - les investissements sur 1040 stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires,
 - la construction de 66 nouvelles stations d'épuration des eaux urbaines résiduaires,
 - la construction de 5777 km de réseaux d'assainissement,
 - les investissements dans les installations d'épuration individuelles,
 - la réalisation des projets de gestion des boues d'épuration.La valeur de ces investissements est estimée à presque 25 Md PLN (5,7 Md€).

ENR

- Le 5 novembre, a eu lieu la deuxième enchère ENR de cette année. Elle était destinée à de nouvelles installations d'une puissance électrique installée dépassant 1 MW à biogaz autre qu'agricole, aux installations dédiées à la combustion de biomasse, aux systèmes hybrides, y compris à haut rendement ainsi qu'aux installations du traitement thermique de déchets et aux installations dédiées à la combustion polycarburante. L'énergie contractée s'élevait à 0,32 TWh pour 123 M PLN (la quantité maximale qui a pu être vendue s'élevait à 11 TWh pour 5,2 Md PLN). Le prix minimal s'élevait 379,95 PLN/MWh, et le prix maximal à 407,76 PLN/MWh. Les troisième et quatrième enchères ENR qui ont eu lieu les 10 et 12 novembre n'ont pas été conclusives faute de nombre suffisant d'offres déposées. La troisième était



destinée à de nouvelles centrales hydroélectriques, aux installations géothermiques et installations utilisant des bioliquides d'une puissance jusqu'à 1 MW. La quantité d'énergie qui aurait pu être vendue s'élevait à plus de 0,5 TWh d'une valeur de 270 M PLN. La quatrième était destinée à de nouvelles installations de biogaz non agricole et aux installations utilisant la biomasse, d'une puissance ne dépassant pas 1 MW. La quantité d'énergie qui aurait pu être vendue s'élevait à plus de 0,37 TWh, d'une valeur de presque 167 M PLN. Les cinquième et sixième enchères ENR, qui ont eu lieu le 17 et 19 novembre, n'ont pas été conclusives faute de nombre d'offres suffisant. La cinquième enchère était destinée à de nouvelles centrales hydroélectriques et aux installations géothermiques d'une capacité maximale de 1 MW. La quantité d'énergie qui aurait pu être vendue était de plus de 1 TWh pour une valeur de plus de 518 M PLN. La sixième enchère était destinée à de nouvelles installations de biogaz agricole d'une capacité supérieure à 1 MW. La quantité d'énergie qui aurait pu être vendue lors de cette vente aux enchères était de 1,8 TWh pour une valeur de plus d'un milliard de PLN.

- Le Conseil des ministres a adopté le projet de loi sur la promotion de la production d'électricité dans les fermes éoliennes offshore, présenté par le ministre du Climat et de l'Environnement. Les nouvelles réglementations faciliteront considérablement l'utilisation du potentiel de l'énergie éolienne en mer Baltique et le développement des entreprises polonaises du secteur offshore. Il est prévu que le soutien aux investisseurs soit accordé pour une période de 25 ans. La nouvelle loi introduit un certain nombre d'améliorations. Les procédures administratives et juridiques ont été simplifiées, ce qui réduit le temps nécessaire aux investisseurs pour réaliser leurs investissements dans les parcs éoliens offshore. Le Ministère du climat et de l'environnement prévoit que les nouvelles réglementations encourageront les investisseurs et accéléreront le processus de transformation du secteur énergétique polonais.
- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la gestion d'eau a augmenté l'enveloppe du programme « Mon électricité » de 100 M PLN.
- l'Office de la régulation de l'énergie (URE) a indiqué qu'à partir de l'année prochaine le coût prélevé sur la facture d'électricité pour le développement des ENR s'élèvera à 2,20 PLN/MWh (il était à zéro ces trois dernières années).

Energie

Charbon

- Jastrzębska Spółka Węglowa (JSW) va recevoir un prêt de 1 Md PLN dans le cadre du bouclier financier du Fonds de développement polonais, destiné aux grandes entreprises.
- La production de houille en octobre a diminué de 18,5 % par rapport à la même période de l'année précédente, et la production de lignite a augmenté de 3,5 %.

Hydrogène

- PGNiG envisage de construire un centre de stockage de démonstration pour l'hydrogène en 2025 en Poméranie. La société a admis que les réseaux de transport de gaz existants en Pologne ne sont pas adaptés au transport de l'hydrogène, mais de nouveaux réseaux pourraient voir le jour.
- Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) prépare un programme de cofinancement de la mise en des nouvelles technologies dans le secteur de l'énergie. Dans un premier temps, ce nouveau programme, nommé « *Nowa Energia* » (nouvelle énergie) sera dédié aux technologies de l'hydrogène. Avec un budget de 2,5 Md PLN (dont 2,3 Md seront versés sous la forme de prêts, et 200 M PLN sous la forme de subventions), le programme sera adressé aux entreprises qui voudront réaliser des projets pilotes.
- L'Association métropolitaine de Haute-Silésie et du bassin de Dąbrowa est la première institution publique polonaise à avoir rejoint l'Alliance européenne pour un hydrogène propre. Cela permettra à la Métropole de s'inspirer des expériences des autres partenaires. Auparavant, elle avait signé une lettre d'intention concernant le développement des transports à hydrogène avec PKN Orlen et Tauron Polska Energia. Pour rappel, parmi les acteurs polonais qui ont déjà rejoint l'Alliance il y a : PGNiG, PKN Orlen et Gaz-System.

Nucléaire

- L'Institut Sobieski a publié un rapport « Energie nucléaire pour la Pologne ». Veuillez trouver le lien vers le rapport : https://sobieski.org.pl/wp-content/uploads/ENERGETYKA_JADROWA_E-BOOK.pdf



Électricité/Chaleur

- Le consortium composé de PGNiG et de PGE a présenté une offre modifiée préliminaire et non contraignante pour l'achat d'actifs appartenant à Fortum Holding B.V. exclusivement en Pologne, renonçant à l'intention d'acheter des actifs du groupe Fortum opérant en Estonie, en Lituanie et en Lettonie.
- Le règlement du Ministère du Climat et de l'environnement relatif à la taxe sur les réserves (*opłata mocowa*), qui couvrira les frais du marché de puissance, est entré en vigueur. Les frais seront appliqués à partir du 1er janvier 2021. Le 30 décembre l'Office de la régulation de l'énergie (URE) a publié les informations sur le montant de la taxe. Le tarif mensuel pour les ménages se situera entre 1,87 et 10,46 PLN en fonction de la consommation annuelle d'électricité. Dans le cas des clients consommant moins de 500 kWh d'électricité par an, elle s'élèvera à 1,87 PLN, pour une consommation de 500 kWh à 1200 kWh - 4,48 PLN, pour une consommation supérieure à 1200 kWh jusqu'à 2800 kWh - 7,47 PLN, et pour une consommation supérieure à 2800 kWh - 10,46 PLN. Pour les autres groupes de clients, la taxe dépendra de la quantité d'électricité consommée pendant certaines heures de la journée (les jours ouvrables de 7h00 à 21h00) et s'élèvera à 0,0762 PLN/kWh. La taxe de cogénération, qui s'élevait à 1,39 PLN/MWh en 2020, va disparaître des factures.

Électromobilité

- Lors de la conférence "EcoSfera" qui s'est tenue les 9 et 10 novembre, Artur Lorkowski, vice-président du Fonds National de la protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (*NFOŚiGW*) a annoncé que d'ici 2030 *NFOŚiGW* pourrait disposer d'un montant de 4,7 Md PLN (plus d'1 Md€) pour le développement des transports à faibles émissions (avant tout : transports en commun, développement des infrastructures de ravitaillement et de recharge de l'hydrogène et primes à l'achat d'une voiture électrique).

Gaz et pétrole

- Les 6 sociétés auxquelles l'UOKiK avait imposé une amende pour le financement de la construction du gazoduc Nord Stream 2, ont fait un recours contre cette décision. Pour rappel, début octobre 2020, le président de l'UOKiK (l'Autorité de la concurrence et de la défense des consommateurs) a imposé une amende de 29 Md PLN à Gazprom et de plus de 234 M PLN sur 5 sociétés participant dans la construction du gazoduc Nord Stream 2 (Engie Energy, OMV, Shell, Uniper i Wintershall), dont 55,5 M PLN sur Engie (10% de CA annuels) faute d'accord préalable de l'UOKiK pour la transaction Nord Stream 2. Selon le président de l'UOKiK, les actions de ces 6 sociétés auraient eu une influence négative sur la concurrence sur le marché de gaz naturel en Pologne. Il a souligné que l'investissement augmenterait la dépendance du gaz russe non seulement de la Pologne mais aussi des autres pays européens. En vertu de la décision de l'UOKiK, les entreprises sont obligées de résilier les contrats de financement de Nord STREAM 2.
- PKN Orlen a augmenté sa part dans le capital d'Energa de 10,91% supplémentaires. La société est ainsi devenue propriétaire des actions de la société, qui constituent environ 90,92 % de son capital social.
- PKN Orlen a annoncé la stratégie du groupe jusqu'en 2030. Le groupe a l'ambition de devenir un leader dans la transformation énergétique durable en Europe Centrale et Orientale. Le chemin de cette transformation doit être jalonné par l'énergie propre et la pétrochimie moderne. La stratégie prévoit entre autres :
 - augmentation du résultat opérationnel EBITDA du groupe jusqu'à environ 26 Md PLN (6,04 Md€) à l'horizon 2030 ;
 - plus de 2,5 GW de puissance dans les ENR ;
 - augmentation de la part des produits pétrochimiques spécialisés dans le portefeuille du groupe jusqu' à environ 25 % ;
 - augmentation du nombre de stations-service jusqu'à plus de 3 500 et du nombre de stations de recharge rapide pour les voitures électriques jusqu'à plus de 1 000 ;
 - réduction des émissions de CO₂ de 20 % dans les secteurs du raffinage et de la pétrochimie sur les actifs actuels et de 33 % de CO₂/MWh dans le secteur énergétique, et la neutralité des émissions en 2050 ;
 - plus de 30 Md PLN d'investissements pour le développement durable, dont plus de 25 Md PLN (5,81 Md€) consacrés à des projets de réduction d'émissions de CO₂. Ces investissements concerneront aussi le développement du recyclage (recyclage du plastique, développement du waste-to-Energy).
 - le versement d'un dividende d'au moins 3,50 PLN (0,81 €) par action ;



Les investissements prévus pour les années 2020-2030 s'élèveront à environ 140 Md PLN (32,5 Md€). Dans le domaine de l'extraction, la stratégie prévoit la constitution d'un portefeuille d'actifs d'extraction de gaz et la reconfiguration des actifs actuels. Dans le segment de raffinage, les investissements doivent se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité et sur la consolidation des actifs de raffinage ainsi que sur le développement des biocarburants et des biocomposants. Dans le segment du commerce de détail, les investissements doivent être réalisés en élargissant le réseau et l'offre de détail. Dans le domaine de la distribution de l'énergie et du gaz, les investissements dans les infrastructures énergétiques doivent être optimisés. Les investissements dans la pétrochimie doivent se concentrer sur le développement des actifs. Dans le domaine des énergies renouvelables, la stratégie prévoit un développement dynamique des actifs dans les domaines de l'énergie éolienne offshore et on shore et du photovoltaïque. Le développement d'actifs est également prévu dans le secteur du gaz et de l'électricité. Des investissements dans les technologies de l'hydrogène sont également prévus dans la stratégie d'Orlen. La société a l'ambition de prendre une position importante dans le secteur du transport et de l'énergie basée sur l'hydrogène. Les dépenses consacrées à la recherche, au développement et à l'innovation ainsi qu'aux solutions numériques devraient atteindre environ 10 Md PLN d'ici 2030.

Transport

Ferroviaire

- Le Groupe ferroviaire PKP a lancé les consultations concernant les investissements dans le matériel roulant devant être financés par le Plan National de Relance. Les opérateurs achèteront 128 rames, pourtant au cours de la prochaine décennie, environ 120 locomotives de PKP Intercity (PKP-IC) et 400 rames des opérateurs régionaux devraient être renouvelées. PKP envisage d'acheter, entre autres, des trains à double étage type push-pull, qui pourraient rouler à 200 km/h et dont le système d'alimentation pourrait, dans le futur, être étendu à 25 KV (indispensable pour les trains à grande vitesse, qui desserviraient l'Aéroport Central (CPK). L'appel d'offres pourrait être lancé dès 2022 avec une livraison en 2026.

Infrastructures

- L'aéroport Incheon de Séoul a été choisi conseiller stratégique du projet de l'Aéroport Central CPK.
- Le 2 décembre 2020, Marcin Horała, vice-ministre de l'infrastructure, plénipotentiaire du gouvernement pour l'Aéroport Central a présenté les principes du Programme d'Acquisitions Volontaire (Program Dobrowolnych Nabyć, PDN) c'est-à-dire l'acquisition du foncier pour l'Aéroport Central, phase qui durera jusqu'en 2023.
- La société PKP Polskie Linie Kolejowe SA a lancé un appel d'offres pour la modernisation des quais, des voies et la construction d'un nouveau passage souterrain dans la gare à Ełk. La reconstruction de la partie fret de la gare assurera un transport plus efficace des marchandises par le rail. Il s'agit de la première étape de la reconstruction de l'itinéraire du Rail Baltica entre Białystok et Ełk.
- D'ici la fin 2021, PKP Polskie Linie Kolejowe annoncera les procédures d'appel d'offres pour des travaux de construction d'un montant de plus de 17 Md PLN (3,95 Md€). Les appels d'offres permettront la mise en œuvre d'investissements du Programme Ferroviaire National dans le cadre de la perspective financière européenne actuelle et à venir. A l'horizon 2021, les procédures de sélection de contractants pour plus de 60 investissements seront lancées, dont : la modernisation du tronçon suivant de Rail Baltica (Białystok - Ełk), la reconstruction de trajet Giżycko-Kętrzyn-Korsze, Kościerzyna - Somonino - Kartuzy et du périphérique ferroviaire de Poznań. Cela concerne également la modernisation des lignes ferroviaires en Silésie, par exemple Będzin - Katowice Szopienice Płd. - Katowice Piotrowice et Tychy - Pont de la Vistule ainsi que des travaux dans les gares entre autres de Zawiercie, Ełk, Maksymilianów, Mielec et Słupsk.
- Le Ministère de l'infrastructure a réparti parmi les aéroports polonais 142,2 M PLN de subventions pour le confinement de la mi-mars à la fin juin. Seuls 11 aéroports ont reçu des fonds publics. Łódź, Lublin et Olsztyn Szymany se sont retrouvés sans le soutien du Ministère, car, lorsque ces trois ports ont été fermés, leurs pertes ont été inférieures à celles d'il y a un an, lorsqu'ils étaient ouverts. Il est à noter que la situation des aéroports régionaux est extrêmement difficile. Même avant la pandémie, seulement cinq étaient rentables. Selon Artur Tomasik, président de l'Association des aéroports régionaux, il n'est pas sûr que tous ces aéroports soient maintenus l'année prochaine.

Le graphique ci-dessous présente les montants de l'aide publique accordés aux aéroports polonais.



L'aide publique pour les aéroports polonais lors de la pandémie, en M PLN, montants approximatifs



Les plus grands aéroports polonais en 2019



Source : Rzeczpospolita

- Le conseil d'administration du port de Gdynia a lancé une procédure de sélection d'un partenaire qui construira le Port Extérieur et en deviendra l'opérateur. Cet investissement géant mis en œuvre dans la formule du partenariat public-privé doit permettre de desservir des navires océaniques d'une longueur pouvant atteindre 490 m. La partie centrale du port sera un terminal à conteneurs. Dans un premier temps, sa capacité s'élèvera à 2 M conteneurs par an, puis elle pourra être étendue à 2,5 M conteneurs. Le projet d'une valeur de près de 790 M€, doit être achevé d'ici 2028 et devrait créer 4900 emplois dans le terminal et ses environs. Selon Adam Meller, président du conseil d'administration du port de Gdynia, une croissance constante des transbordements et des prévisions favorables pour les années suivantes jouent en faveur de la réalisation du terminal. L'année dernière, les transbordements à Gdynia ont atteint 24 millions de tonnes. La sélection d'un partenaire pour la construction et l'exploitation du port extérieur se fera sous la forme d'un dialogue compétitif. La date limite de dépôt des candidatures a été fixée pour la mi-janvier 2021. Lors de la prochaine étape, cinq entreprises ou consortiums au maximum seront sélectionnés pour les négociations. Le gagnant de la procédure signera un contrat pour 30 ans.

Bâtiment/Logement

- Dans les plus grandes villes, au troisième trimestre, le prix moyen d'un appartement sur le marché primaire s'élevait à 8744 PLN et a augmenté de 9,1 % par rapport à la même période de l'année dernière. Sur le marché secondaire, il était de 8270 PLN au troisième trimestre, soit une augmentation également de 9,1 % par rapport à l'année précédente.

HONGRIE

Énergie

- Le gouvernement a soumis au parlement un projet de loi créant un mécanisme d'obligation d'efficacité énergétique pour les distributeurs d'énergie, transposition d'une directive européenne de 2012. Le secrétaire d'Etat à la politique énergétique et climatique Péter Kaderjak a expliqué que cette loi devrait permettre de cibler les investissements apportant la meilleure plus-value énergétique : l'obligation



d'économies d'énergie incombera aux distributeurs d'énergie, et non au consommateur. Les premiers seront donc incités à effectuer en premier lieu les investissements leur garantissant le meilleur retour, i.e. la rénovation des bâtiments les moins performants d'un point de vue énergétique. Le non-respect des objectifs fixés sera puni d'amende ; le Parlement pourrait ajouter une mesure incitative de type crédit d'impôt pour les entreprises qui s'y conformeraient.

Gaz et Electricité

- Le fournisseur d'électricité E.On a annoncé un moratoire sur la coupure d'électricité pour ses clients ayant des factures non réglées entre le 29 novembre et le 8 janvier. Le fournisseur de gaz NKM a annoncé un moratoire pour cette même période. Le moratoire ne s'applique qu'aux particuliers.
- Les prix de l'électricité et du gaz payés par les ménages hongrois ont été parmi les plus faibles de l'Union européenne au premier semestre, selon les dernières données d'Eurostat. Le prix moyen du gaz domestique était de 3,2 € pour 100 kWh, le plus faible de l'Union avec la Lettonie et la Roumanie ; celui de l'électricité de 10,3 € pour 100 kWh, le second plus faible après la Bulgarie.

Energies renouvelables

- Au premier semestre, la capacité solaire totale installée chez des particuliers a augmenté de plus de 20% par rapport au semestre précédent, s'établissant à une capacité totale de 584 MW, selon les données de l'Office hongrois de Régulation de l'Energie et des services publics (MEKH). En juin, 72 501 installations solaires étaient installées chez des particuliers, contre 59 298 fin décembre 2019, la capacité s'établissant alors à 481 MW. On dénombre par ailleurs 13 600 unités installées par des personnes morales.
- PannErgy, spécialisée dans la géothermie, a ouvert une ligne de crédit d'1 Md HUF (2,8 M€) auprès d'UniCredit dans le cadre du programme « credit for growth go ! » de la MNB, qui lui permet de disposer de sa ligne de crédit pendant 10 ans à un taux d'intérêt fixe de 2,5%. La ligne de crédit sera utilisée pour augmenter l'efficacité de la production de chaleur et augmenter la sécurité des opérations.
- Alteo, énergéticien spécialisé dans la production d'électricité issue de sources renouvelables, a reçu l'approbation de l'Autorité de régulation de l'Energie et des Services publics MEKH pour le rachat de la ferme solaire Pannon à EIH Termelő és Szolgáltató. Pannon a une capacité maximale de 15 MW, ce qui porte la capacité éolienne d'Alteo à 47 MW, sa capacité de production renouvelable à 69 MW et sa capacité totale à 122 MW – la différence résultant de la production au gaz.

Nucléaire

- L'autorité de régulation de l'Electricité et des Services publics a donné son feu vert pour la construction de la centrale nucléaire de Paks II sur les sujets qui relèvent de sa compétence. Le projet a par ailleurs obtenu les autorisations environnementales et locales nécessaires. D'autres licences doivent encore être délivrées. Le ministre qui en a la charge, Janos Süli, a annoncé que le projet d'agrandissement de la centrale nucléaire respectait les délais fixés. Ces licences sont nécessaires pour l'obtention du permis de construire, qui devrait être délivré par l'Autorité nationale de l'Energie nucléaire au plus tard à l'automne 2021.

Environnement

- La municipalité de Budapest a initié son programme de verdissement de la ville par une rénovation symbolique des bas-côtés de l'avenue Andrássy, axe emblématique de la capitale. Ces bas-côtés avaient été couverts avec une pelouse artificielle en plastique, entraînant des conséquences sévères sur les arbres de l'avenue, notamment un pourrissement des racines. Une pelouse naturelle a été plantée en lieu et place de l'artificielle.
- Une proposition de loi déposée au Parlement, transposant une directive européenne, vise à rendre obligatoire la mise en place de consignes pour les bouteilles en plastique en 2023, ainsi que pour les contenants en verre et métal, comme annoncé dans la Stratégie nationale de protection du climat et de la nature, publiée en février. Actuellement, environ 1 milliard de bouteilles en plastique finissent dans les décharges hongroises chaque année. La proposition de loi devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2023 en cas d'approbation.
- Une proposition de loi a été déposée au Parlement afin de fusionner les différentes agences de l'eau (Vízmű) régionales détenues et opérées par l'Etat central. Sont concernées les agences couvrant le Danube, la Transdanubie, la Transdanubie du Nord, la Tisza et la Hongrie du Nord. L'objectif de cette fusion est de dégager des synergies et augmenter l'efficacité des fonds publics et européens alloués.



- Le gouvernement en partenariat avec EIT InnoEnergy a lancé une consultation auprès du secteur automobile pour développer une stratégie nationale sur les batteries. L'objectif de ce projet est de transformer le secteur de l'énergie et celui de la mobilité en trouvant des solutions respectueuses de l'environnement.

Transports

- Le Ministère de l'Innovation et de la Technologie a lancé un fonds de subvention à l'achat de vélos électriques, avec une dotation initiale de 1 Md HUF (2,8 M€). La première campagne de subvention a été clôturée le 27 novembre. Par la suite, des campagnes mensuelles seront relancées sur une base mensuelle jusqu'au 29 octobre 2021 ou épuisement du fonds. Sont éligibles les particuliers soumettant une demande de subvention à l'achat d'un vélo électrique pour leur déplacement domicile travail, et la subvention pourra couvrir jusqu'à 50% du prix d'achat, dans la limite de 90 000 HUF (250€) pour les vélos à capteur de vitesse, et de 150 000 HUF (415€) pour les vélos à capteur de cadence.
- L'appel d'offre pour la gestion de 11 ports sur le Balaton, utilisés par la compagnie publique Bahart, pour une durée de 15 ans, a échoué faute de candidats. En conséquence, Bahart continuera à les opérer en direct.

Transports aériens

- Le nombre de passagers à l'aéroport Liszt Ferenc de Budapest est attendu à 4 M en 2020, contre 16,2 M en 2019, selon son opérateur Budapest Airport. En octobre, 62 816 passagers ont emprunté l'aéroport, soit entre 1 500 et 3 000 par jour, contre 40 000 à 50 000 un an plus tôt. L'activité cargo, en revanche, a progressé de 3,6% entre septembre et octobre, et est resté stable annuellement avec 100 000 T de cargo entre janvier et octobre.
- L'État hongrois a acquis 90% de l'aéroport Héviz-Balaton (près du lac Balaton). L'Etat a versé 114 M HUF (316 666 €) à la municipalité de Héviz, qui garde une participation de 10%. Selon le gouvernement, l'acquisition de l'aéroport contribue au développement du secteur touristique, et est considérée comme un investissement stratégique.

Transport ferroviaire

- Rail Cargo Hungaria, filiale d'ÖBB qui opère des trains dans l'Ouest de la Hongrie, a annoncé le lancement d'une ligne de fret vers le port italien de Trieste à raison de quatre allers-retours par semaine. Le premier train, de vingt wagons, a amené des pièces de moteur, de l'équipement électronique et des vêtements en provenance d'Asie à Budapest, et est retourné vers le port avec des produits alimentaires, plastiques et des pièces de machines. RCH opérait déjà des trains vers les ports du Pirée, de Rijeka et de Koper. Le nombre de liaison pourrait être appelé à tripler si la demande le justifie.

Transports urbains

- Le système de vélos partagés de Budapest, Bubi, va être transformé en profondeur dès l'année prochaine, pour répondre à un déclin régulier de son utilisation depuis son introduction en 2014 – 91 000 trajets mensuels au maximum cette année-là, mais 72 000 en 2017, 70 000 en 2018 et 47 000 en 2019. En 2020, la baisse du coût de l'abonnement à 100 HUF mensuels (+/- 30cts €) pour diversifier les modes de déplacement dans le cadre de la pandémie avait permis de ramener ce pic à 64 000 usages mensuels au maximum. L'organisation actuelle a été arrêtée début novembre, et les opérations reprendront normalement en janvier. 1 200 vélos seront disponibles, contre 2 071 auparavant. Les nouveaux vélos seront plus légers – 20kg environ, contre 25 précédemment – et, surtout, disposeront de pneus à chambre à air, un grief récurrent à l'encontre des précédents modèles étant leurs pneus en caoutchouc plein, increvables mais mal adaptés pour rouler.

Infrastructures

Routes

- A l'issue d'un appel d'offres, l'agence nationale de gestion des routes MKN a acheté des machines de maintenance routière à Pappas Auot Magyarorszag et Herceghalom Interat pour 4,6 Md HUF (12,7 M€). La cible était fixée à 4,2 Md HUF. MKN va acquérir 39 véhicules de base, avec une option d'achat pour 10 supplémentaires, ces véhicules pouvant par la suite être adaptés aux besoins – déneigement, salage, entretien des bas-côtés.



- Le ministère de l'Innovation et de la Technologie a présenté un état des lieux du réseau autoroutier du pays, rappelant son objectif d'une autoroute accessible en moins de 30 mn de n'importe quel point du pays. Pour le réaliser, il dispose d'un programme doté d'un budget de 3 200 Md HUF (8,8 Md€), lancé en 2016. En novembre 2019, l'objectif était atteint pour la moitié des communes du pays, représentant environ 75% des habitants. En 2025, ces chiffres devraient passer à trois quarts des communes et 90% des habitants. Les tronçons jaunes sur la carte ci-dessous représentent les portions autoroutières actuellement en travaux.



Urbain

- Les travaux de rénovation de la section centrale de la ligne de métro M3 sont à l'arrêt en raison d'un contentieux financier entre BKV et la compagnie de construction Swietelsky Vasuttechnika. En raison de retards et autres facteurs non prévus, Swietelsky demande une rallonge de 18 Md HUF (50,7 M€) supplémentaires à BKV, qui estime ne pas avoir à déboursé plus de 9 Mds HUF (25,3 M€) supplémentaires, considérant que certaines évolutions auraient pu être anticipées par Swietelsky. Le contrat lui avait été attribué en 2017 pour 48 Md HUF (155 M€ au taux de change d'alors).
- Le Centre pour le Développement de Budapest, qui réunit la municipalité, le gouvernement et plusieurs agences, a signé avec un consortium international un accord pour la conclusion d'une étude de faisabilité portant sur la construction d'une liaison ferroviaire entre les gares de Déli, dans l'Ouest de la capitale, et Nyugati, dans l'Est. Le montant du contrat s'élève à 1,4 Md HUF (3,9 M€). Le consortium devra étudier non seulement la faisabilité technique d'une telle liaison – qui nécessite un tunnel sous le Danube, et dont les travaux devront prendre en compte les nombreux monuments historiques de la zone, ainsi que le réseau de métro – mais aussi sa pertinence dans le cadre d'une vision du réseau ferré hongrois à vingt ans.



Réseau ferré à Budapest ; en jaune les lignes existantes, en bleu le projet en question

REPUBLIQUE TCHEQUE

Energie

- Le Premier ministre Andrej Babiš a laissé entendre publiquement fin novembre que l'appel d'offres relatif à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire à Dukovany devrait être reporté, dans un contexte de pressions et de clivages intérieurs autour de l'enjeu des critères de sécurité nationale pouvant conduire à exclure les offres russe et chinoise, à dix mois des élections législatives. Il a en effet déclaré dans la presse : « Je suis d'avis qu'un appel d'offres aussi important ne devrait pas être décidé par le



gouvernement à dix mois des élections » ; « l'appel d'offres n'est pas prêt, il y a des consultations avec la Commission européenne, qui doit tout approuver, ce qui est une priorité à laquelle travaille le ministère de l'industrie et du commerce, et cette approbation va durer un an et demi ».

Cette annonce intervient quelques heures après que le chef de la diplomatie Tomáš Petříček (CSSD, partenaire junior de la coalition gouvernementale) a estimé dans un entretien accordé à la radio publique que le gouvernement devrait écouter les mises en garde des services de renseignement quant au choix du fournisseur d'un nouveau réacteur nucléaire. Le Ministre a rappelé que cet investissement serait un des plus importants dans l'histoire du pays, et qu'il était également crucial en termes de sécurité énergétique et de sécurité nationale. Selon lui, le choix d'un fournisseur russe ou chinois accroîtrait la dépendance de la République tchèque vis-à-vis de ces pays. Par ailleurs, le projet de loi sur la transition énergétique et précisant le modèle de financement entre l'Etat et CEZ ainsi que les tarifs de rachat d'électricité est en cours d'examen au parlement et ne devrait pas être retardé (adoption prévue à la fin de cette année ou au début de 2021). Enfin, on pourra noter la visite du PDG d'EDF, Jean-Bernard Levy, à Prague le 20 novembre pour une série d'entretiens dans le cadre de l'appel d'offres. Il a notamment été reçu par le PDG de CEZ Daniel Benes ainsi que par le Premier ministre Babiš et son vice-Premier ministre K. Havlíček.

- Lors de sa prochaine réunion, qui vient d'être repoussée au 4 décembre, la « Commission charbon » (organe consultatif du gouvernement créé en juillet 2019) doit émettre des recommandations sur le calendrier de réduction puis de sortie du charbon. La commission travaille sur des scénarios pour la sortie du charbon en 2033, 2038 et 2043. Selon la « Commission fantôme », groupe informel composé de scientifiques, d'experts et de citoyens, tous les scénarios proposés sont insuffisants et la fin de la consommation de charbon en République tchèque devrait intervenir plus tôt.

Transports et Infrastructures

Ferroviaire

- Le ministre des transports a annoncé le changement de directeur général de l'opérateur ferroviaire national, České dráhy. Václav Nebeský, à la tête de České dráhy depuis septembre 2019, n'est pas selon le ministre un manager de crise mais pourrait rester dans le conseil d'administration de l'opérateur. Son poste a été offert au directeur général de ČD Cargo, Ivan Bednárik.
- En réaction à la communication des griefs de la Commission européenne à l'opérateur national tchèque, České dráhy, pour pratiques présumées de prix prédateurs sur les services de transport ferroviaire de passagers sur la ligne Prague-Ostrava entre 2011-2019, l'opérateur ferroviaire privé Leo Express a immédiatement étendu l'objet de son recours contre l'opérateur national et demandera un dédommagement d'un minimum de 1 Md CZK au lieu de 468 M CZK initialement demandés. Le troisième opérateur concurrent sur cette ligne, RegioJet, demande lui aussi à être indemnisé de l'ordre de plusieurs centaines de millions de CZK.
- L'opérateur ferroviaire national, České dráhy, a lancé un appel d'offres pour la livraison de 50 locomotives polycourant aptes à une vitesse de 230 km/h et leur maintenance (full service) pendant 10 ans avec une option de prolongement de 5 ans. Toutefois, l'opérateur s'engage à un achat garanti de 20 locomotives seulement. Les candidats doivent fournir une visualisation 3D permettant une vue spatiale complexe de l'extérieur et de l'intérieur de la locomotive (poste de conduite). Les locomotives devraient être fournies en décembre 2025 pour une mise en service sur la ligne Hambourg – Berlin – Dresde – Prague – Brno – Vienne – Graz/Bratislava – Budapest. En cas de besoin, le fournisseur devra fournir des locomotives de remplacement permettant de rouler au moins 160 km/h.
- Le gestionnaire des infrastructures ferroviaires Správa železnic (SŽ) a lancé un appel d'offres pour l'élaboration des documents nécessaires à la décision d'implantation de l'ouvrage et pour l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) du tronçon Hranice – Ostrava Svinov sur la future LGV Brno-Ostrava. La valeur estimée du contrat s'élève à 320 M CZK.
- En raison de restrictions sur le trafic de passagers, l'opérateur RegioJet s'est lancé dans les activités de transport de marchandises et loue ses locomotives Bombardier TRAXX et Siemens Vectron aux transporteurs de fret. En novembre 2020, l'opérateur a remporté un appel d'offres pour le service de « pousse » sur la ligne Kutná Hora-Brno. Ce service consiste à placer les locomotives en queue du train pour assurer un renfort de traction en « pousse » sur les tronçons de lignes de montagne à déclivité importante. RegioJet a proposé quatre locomotives pour un coût de 244 M CZK (8,9 M€).



Routier

- D'après le projet de loi de finances 2021, la direction des routes et des autoroutes (ŘSD) se verrait attribuer un budget historiquement élevé de 61,6 Md CZK (2,2 Md€) qui devrait permettre la poursuite sans interruption des travaux de construction des infrastructures même dans le contexte de l'actuelle crise épidémiologique. En 2021, des travaux sur 106 km de nouvelles autoroutes et sur 68 kms de route de 1^{ère} catégorie devraient être lancés et 46,5 km de nouvelles autoroutes (D6, D4, D11 et D48) et 23 km de routes de 1^{ère} catégorie devraient être ouverts à la circulation. De même, les travaux de rénovation de la principale autoroute du pays, la D1, qui relie les deux plus grandes villes, Prague et Brno, seront terminés, après 9 ans, en octobre 2021. Selon la déclaration de la direction, le budget de ŘSD continuera d'augmenter dans les années à venir afin d'atteindre 100 Md CZK par an.
- A compter de 2021, les vignettes électroniques pour les autoroutes remplaceront les vignettes en papier. Les nouvelles vignettes seront disponibles à partir du 1^{er} décembre en ligne sur le site <https://edalnice.cz/>, via une application mobile mais également dans les bureaux de la Poste et les stations-service Eurooil. Il sera également possible de les acheter aux frontières. Les demandes d'exonération de la taxe sur les autoroutes qui s'applique aux véhicules électriques, à hydrogène et aux véhicules hybrides qui émettent au maximum 50 g de CO₂ par kilomètre parcouru, peuvent être soumises dans le système dès le début novembre.
- Le gouvernement a annoncé pour 2021 une hausse des tarifs du péage qui devrait rapporter à l'Etat près de 1,5 Md CZK de plus par rapport à 2019, soit 12,6 Md CZK au total qui devraient être réinvestis dans des mesures correctives visant à réduire l'impact négatif du bruit et de la pollution atmosphérique (construction de murs anti-bruit par exemple). Le péage aura désormais trois composantes – utilisation de l'infrastructure, redevance pour le bruit et redevance pour la pollution. Les nouveaux taux de péage seront calculés en fonction de plusieurs critères : type d'infrastructure, catégorie du véhicule, nombre d'essieux, classe d'émission ou différenciation selon le transit de jour ou de nuit. En 2019, les recettes de péage ont représenté 10,94 Md CZK (0,4 Md€), la part des transporteurs tchèques s'élevant à 50% de ces recettes.

Aérien

- La compagnie aérienne Smartwings a réussi à récupérer auprès de Boeing une partie des avances, pour environ 224,6 M CZK (8,2 M€), pour un avion Boeing 737 MAX commandé mais non livré. En outre, la compagnie continue de réclamer auprès de Boeing des dommages-intérêts pour les pertes liées à l'immobilisation forcée de ces avions depuis mars 2019. Le groupe Smartwings, dont Czech Airlines, confronté à l'arrêt quasi-total de ses activités depuis mars 2020 et à une chute de 90% de ses recettes, prépare un plan de sauvetage qui devrait inclure un apport des actionnaires actuels et le report ou la réduction de ses échéances de prêts. Le groupe n'a pas reçu de soutien financier de la part de l'Etat.
- L'aéroport de Prague a enregistré au mois d'octobre une baisse de 93% du trafic des passagers en comparaison avec la même période de l'année précédente et de 77% depuis le début de l'année. Actuellement, l'aéroport gère des vols vers 30 destinations. Cette baisse des opérations aéroportuaires entraîne de nouveaux licenciements. Après une vague de licenciements au printemps (-450 emplois), d'ici la fin de l'année 150 emplois supplémentaires seront supprimés, soit au total 1/5^{ème} des emplois. La direction de l'aéroport appelle à une approche commune des Etats européens sur les règles et conditions communes et uniformes de voyage à travers l'Europe (mise en place d'un protocole européen unique de test qui devrait remplacer la quarantaine obligatoire) qui contribuerait à la reprise du trafic aérien.
- Le PDG de l'aéroport de Václav Havel de Prague, Václav Řehoř, a été élu membre du Conseil d'administration de la plus grande association aéroportuaire européenne Airport Council International (ACI Europe). Au cours de son mandat de trois ans, il représentera la région de l'Europe de l'est et aura ainsi l'opportunité d'influencer positivement le transport aérien en Europe. Au total, ACI Europe associe plus de 500 aéroports et héliports de 45 Etats européens. L'association concentre ses initiatives sur plusieurs domaines, tels que la sécurité, la libéralisation du marché, la coordination des créneaux horaires, le développement durable ou la digitalisation. Actuellement, elle est très engagée dans les efforts visant à introduire des règles de voyage européennes uniformes. L'objectif est de mettre en place un protocole de test commun dans l'UE pour remplacer la quarantaine obligatoire, le plus grand obstacle existant au voyage à l'étranger.
- La compagnie aérienne LOT Polish Airlines a renouvelé à partir du 11 novembre la liaison intérieure Prague-Ostrava. La compagnie propose 5 vols par semaine sur la ligne exploitée jusqu'en janvier 2019 par Czech Airlines, avec des avions Embraer 175 d'une capacité de 76 passagers. Tous les vols continuent d'Ostrava jusqu'à Varsovie.



Urbain

- L'entreprise de transport en commun de la ville de Prague, DPP, prévoit d'investir au total 25 Md CZK (1 Md€) dans l'achat d'au minimum 69 rames de métro automatiques et dans le nouveau système permettant leur circulation (partie stationnaire). Les 53 premières rames seront déployées sur la ligne C sur laquelle l'entreprise prévoit une circulation concomitante avec les rames classiques jusqu'en 2030, date de basculement vers une exploitation pleinement automatique du métro sur la ligne C. 16 rames automatiques sont prévues pour la future ligne du métro D. L'appel d'offres sera lancé en 2022 au plus tard. Dans le cadre du 1^{er} tour des consultations préalables au marché, neuf entreprises ont été consultées (Alstom Transport, Thales, Siemens Mobility, AŽD Praha, Bombardier Transportation, Hitachi Rail, Inekon Groupe, Stadler Rail Management et Škoda Transportation). Le 2^{ème} tour commencera avant la fin de l'année.
- Dans le cadre des mesures prises en vue d'atteindre l'engagement de la ville de Prague à devenir neutre en carbone en 2050, la mairie de Prague réduira l'entrée des poids lourds dans le centre de la ville. A partir du 1^{er} juillet 2022, seuls les véhicules conformes à la norme EURO 6 et plus seront autorisés à circuler dans les deux zones à faibles émissions existantes dans la ville. Avant cette date, l'autorisation de circuler dans ces zones sera subordonnée au respect de la norme Euro4 et plus.

Environnement

- Selon une nouvelle étude menée par la société McKinsey, la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990 est un objectif possible pour la République tchèque, tout comme la neutralité climatique. Au cours de la prochaine décennie, cela nécessiterait toutefois que la République tchèque investisse 500 Md CZK (18,8 Md€) supplémentaires, soit environ 9% du PIB sur dix ans. Selon cette étude, si la République tchèque veut fermer une grande partie de ses centrales électriques au charbon au cours de la prochaine décennie et en même temps satisfaire la demande, elle devrait mettre en service des unités de cogénération au gaz d'une capacité de 1,2 GW et devrait également construire des fermes solaires pour une capacité de 2,5 GW supplémentaires et de parcs éoliens pour une capacité de 0,7 GW.

ENR

- La superficie des toits verts en République tchèque a plus que doublé au cours des cinq dernières années. La végétation sur les toits permet notamment une rétention d'eau plus efficace et son évaporation ultérieure. Les toits verts apparaissent de plus en plus dans les bâtiments publics tels que les écoles, les jardins d'enfants, les hôpitaux et les bibliothèques. En 2019, 256 000 m² de toits verts ont été créés en République tchèque, soit 9 000 m² de plus qu'en 2018.

Eau

- La rivière morave Bečva se retrouve pour la troisième fois depuis septembre dernier polluée par un produit chimique. Plus de 40 t de poissons avaient été intoxiqués au cyanure sur un tronçon de la rivière long de 40 km. La police criminelle et l'Inspection tchèque de l'environnement (CEI), qui s'occupent de l'affaire, enquêtent à partir de l'hypothèse selon laquelle le cyanure aurait pu atteindre la rivière Bečva par un canal partant de la zone industrielle de Rožnov. Il s'agit de la pire catastrophe écologique survenue en République tchèque depuis une dizaine d'années.

Déchets

- Le Sénat a rejeté le projet de révision de la loi sur les déchets, alors que le ministre de l'environnement Richard Brabec espérait qu'elle entre en vigueur dès 2021. Le Sénat souhaite que le projet de loi sur les déchets n'entre en vigueur qu'en 2022. Le projet du ministre Brabec est très controversé en raison de nombreux intérêts contradictoires en jeu et il a été considérablement modifié. Le Sénat propose notamment l'ajournement de l'application de la révision, car elle fait référence à de nombreux décrets qui n'existent pas encore. L'aspect le plus important de la loi est la fin de la mise en décharge des déchets en 2030 (6 ans après le plan original).

Fonds européens

- Le Premier ministre Andrej Babiš réfute toujours les résultats de l'audit de la Commission européenne qui conclut à un conflit d'intérêts. Il insiste sur le fait qu'il ne dirige plus Agrofert. La traduction tchèque de la



version finale du rapport sur les subventions des fonds structurels à la holding Agrofert devrait être envoyée à Prague en janvier, puis les autorités tchèques pourront répondre sous trois mois. Dans ce contexte, la Commission européenne ne remboursera pas à la République tchèque 3 subventions versées à Agrofert et demande au ministère du développement régional de vérifier 12 autres projets. Les autorités tchèques ont une analyse juridique différente de celle de la Commission, au terme de laquelle Andrej Babiš n'a pas enfreint la loi. Agrofert rejette également le conflit d'intérêts de Babiš.

- Par ailleurs, la Commission européenne ne devrait pas rembourser la subvention de 100 M CZK (3,8 M€) que l'Etat tchèque a déjà versée pour financer la construction d'une ligne de production de pain grillé dans une usine de la société Penam appartenant au groupe Agrofert, affirmant que le projet ne répondait pas aux critères car il n'était pas innovant.

SLOVAQUIE

Energie

Electricité

- D'après les données d'Eurostat, le prix de l'électricité pour les clients résidentiels (tranche de consommation entre 2 500 kWh et 5 000 kWh) a baissé de 1,5 % en moyenne dans l'UE au premier semestre 2020 pour s'établir à 21,6 € / 100 kWh. En Slovaquie on observe la tendance contraire, le prix de l'électricité a augmenté de 6,9 % par rapport au premier semestre 2019 et atteint 16,86 € / 100 kWh.

Gaz

- D'après les données d'Eurostat, le prix du gaz pour les clients résidentiels (tranche de consommation D2 de 20 GJ à 200 GJ) s'est contracté de 2,1 % en moyenne dans l'UE au premier semestre 2020 par rapport au premier semestre 2019 pour s'établir à 6,56 € / 100 kWh. En Slovaquie, le prix a progressé de 1,8 % en glissement annuel pour atteindre 4,57 € / 100 kWh.

Chaleur

- Le ministère de l'Economie prépare une modification de la loi pour rendre plus facile la déconnexion au réseau de chaleur. Cette dernière comprend, depuis 2014, une clause selon laquelle toute déconnexion du réseau de chaleur doit être approuvée également par le producteur de chaleur historique concerné. Cette clause a été déjà en vain contestée auprès de la Cour constitutionnelle en 2016. Mi-novembre, la Cour constitutionnelle n'a pas répondu positivement à la demande d'un groupe de députés gouvernementaux qui l'avait interrogée sur le caractère anticonstitutionnel de la loi de 2014.
- La centrale thermique à lignite de Novaky (ouest du pays), avec la puissance installée de 266 MW, va être transformée en une centrale à biomasse et au gaz avec trois chaudières à gaz (3x15 MW), deux chaudières au bois (2x8 MW) et une unité de cogénération (1 MW) dans le cadre du programme du gouvernement de sortir du charbon en 2023.

Nucléaire

- Fin novembre 2020, le directeur des Services de renseignement s'est exprimé dans la presse sur les travaux de construction sur les deux blocs nucléaires à Mochovce pour souligner qu'il avait à plusieurs reprises alerté les autorités compétentes sur la sûreté négligée à Mochovce. Et d'ajouter que les fournisseurs avaient délivré des produits de faible qualité et non certifiés, et que les organes de contrôle avaient juste réalisé un contrôle de routine pendant la phase de construction toujours en cours. Selon le directeur, la technologie, la construction et les relations entre les actionnaires posent problème pour cette centrale. Le ministère de l'Economie, chargé du secteur énergétique, a déclaré, en réponse, se fier au travail de l'Autorité de sûreté nucléaire, institution indépendante compétente en la matière. Selon le ministère, cette vision du Directeur des Services de renseignement reflète le passé et non l'état actuel du chantier. L'Autorité de sûreté nucléaire s'est montrée, quant à elle, surprise de ces déclarations alors qu'elle a effectuée dans le passé de nombreux contrôles en bon et due forme. Elle a par exemple exigé de remplacer les composantes non certifiées (tuyaux, câbles, soudure). Aussi, elle demande aux Services de renseignement de lui fournir des preuves de certificats falsifiés si tel est le cas.

ENR

- A la fin des années 2000, les autorités slovaques ont instauré un système très avantageux de rachat de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables afin d'augmenter la part de l'électricité verte dans



le mix énergétique. Les contrats ont été signés pour 10-15 ans. A titre d'exemple, le prix de rachat de l'électricité produite à partir des centrales solaires a été fixé en 2009 à 448 €/ MWh, ce qui a entraîné un engouement énorme pour ces énergies renouvelables. Le prix de rachat (incluant le soutien au charbon domestique) est intégré au tarif payé par tous les consommateurs (ménages et entreprises) qui est de 23,621 €/ MWh en 2020. Etant donné ce prix élevé, notamment pour les ménages, le gouvernement a maintenu à partir de 2018 le prix artificiellement bas grâce au non remboursement du rachat de l'électricité verte aux trois sociétés de distribution d'électricité qui avaient pourtant l'obligation de racheter l'électricité verte produite à partir d'énergies renouvelables. Cette décision a engendré une dette de 300 M€ auprès des trois sociétés de distribution pendant les années 2018-2019 et de 120 M€ en 2020 auprès de la société publique OKTE, en charge de l'activité de rachat. Le gouvernement sortant avait décidé avant les élections de rembourser en juillet 2020 quelques 180 M€ aux sociétés de distribution mais l'alternance aux élections a bloqué cette décision. Fin novembre 2020, la nouvelle coalition gouvernementale s'est finalement mise d'accord sur le mode de remboursement de cette dette. Pour éviter de répercuter la dette sur le prix de l'électricité (+19% soit +7,71 €/ MWh), le gouvernement remboursera sur le budget d'Etat la dette 2018 d'un montant de 162 M€ aux sociétés de distribution. La dette 2019 sera en revanche intégrée dans le prix de l'électricité pour le consommateur en 2021. Le ministère de l'Economie prépare en urgence les amendements correspondants. Pour l'avenir, le gouvernement veut proposer aux opérateurs des centrales aux énergies renouvelables dont les contrats arrivent bientôt à échéance de prolonger leurs contrats en garantissant un prix de rachat sur une période supplémentaire de 5-10 ans. Les nouveaux prix de rachat en vigueur à partir de 2021 seront toutefois bien inférieurs aux prix actuels. L'Autorité de régulation prévoit en effet la baisse de la subvention aux énergies renouvelables de 40-50 % du montant actuel (400-450 M€ / an). Enfin, la dette auprès de l'OKTE sera réglée par l'augmentation du capital social de cette société.

Transports

Transport routier

- La Société nationale des autoroutes signera dans la deuxième moitié de décembre le contrat sur le contournement de Tvrdošín (9 000 habitants, nord du pays à proximité de la frontière avec la Pologne) avec le consortium Hochtief, Porr et Hydroekol Dolný Kubín pour un prix de 62 M€. Le consortium mené par l'entreprise italienne Todini contrôlé par l'oligarque kazakh Shadiyev a été finalement exclu de cet AO après une procédure qui a duré trois ans. Le contournement (4,4 km avec 13 ponts) fait partie de la voie expresse R3. La Société nationale des autoroutes planifie le début des travaux de construction au début de l'année prochaine. Les travaux de construction devraient durer deux ans, la construction sera financée sur le budget d'Etat.
- Après presque dix ans, l'opérateur français Veolia Transport devrait revenir à Nitra (80 000 habitants) pour y assurer à partir de 2022 pour une période de dix ans, le transport urbain en bus. La valeur estimée de ce marché était de 128,7 M€. En 2013, les activités de Veolia Transport à Nitra avaient été reprises par la société Arriva du groupe allemand Deutsche Bahn. Le consortium Transdev Morava (créé en janvier 2018 en République tchèque) et TD Transport (créé en octobre 2020 en Slovaquie/Bratislava), tous deux appartenant au groupe français Transdev, a remporté cet AO pour un montant de 9,9 M€ (contre 10,8 M€ proposé par l'opérateur actuel, Arriva, et 11,5 M€ par l'entreprise tchèque CSAD Hodonín). M. Radim Novák est gérant des deux sociétés. Dans le passé, il était directeur de Veolia Transport pour la République tchèque et la Slovaquie, puis manager d'Arriva pour l'Europe centrale jusqu'à 2017. Pour rappel, tous les bus doivent être à plancher bas, et dotés de la climatisation ainsi que d'un système de caméra. Ils doivent en outre être équipés du WIFI gratuit et donner la possibilité d'achat du ticket par la carte bancaire, portable ou autre appareil intelligent. Ils doivent également comporter des écrans LCD. La société Arriva réfléchit à la possibilité d'objecter cet AO sur la base d'une création de TD Transport juste avant l'AO et de prix laissant croire qu'il peut avoir eu des pratiques déloyales.
- La Société nationale des autoroutes a lancé l'AO sur le système de péage. L'AO concerne le système électronique de péage et son installation, la formation du personnel et le service de maintenance technique. Selon les conditions du marché public, la durée de ces travaux est de 135 mois. La valeur estimée de ce marché est de 60 M€. Les sociétés intéressées peuvent répondre à l'AO avant le 31 mars 2021. Ce marché public se réalisera en deux étapes : la réalisation des travaux (jusqu'au 31 décembre 2022) et la mise en fonctionnement (du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027 avec l'option jusqu'au 31 décembre 2032). La gestion sera opérée par l'Etat.
<https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:577917-2020:TEXT:FR:HTML&src=0&tabId=0>
- Le ministère des Transports prépare une nouvelle loi sur le transport public qui doit significativement changer le fonctionnement des lignes ferroviaires et de bus. Aujourd'hui, le transport public n'est pas



efficace en raison de lignes ferroviaires et de bus identiques aux mêmes horaires. Par cette loi, le ministère souhaite renforcer les compétences des donneurs d'ordre, notamment les régions et les municipalités, en particulier en matière de tarifs. Le ministère a également créé un nouveau département consacré à la stratégie des transports, chargé de l'unification des tarifs et de l'interconnexion des systèmes de transports intégrés. Il sera possible de voyager avec un seul titre de transport de l'Est à l'Ouest du pays, peu importe le nombre de correspondances ou le mode de transport. Le ministère veut ainsi renforcer le transport en commun en augmenter le nombre de passagers dans les trains et bus.

- Le ministère des Transports veut prolonger le dispositif national d'informations sur le trafic en temps réel appelé « Odoprave.info ». L'application a été critiquée pour sa redondance avec l'existence d'autres solutions sur le marché. Ainsi, le ministère envisage de prolonger le contrat avec Slovak Telekom jusqu'au 30 novembre 2021 ou jusqu'à la signature d'un nouveau contrat avec un autre opérateur.
- D'après la déclaration du ministre des Transports, le prix des vignettes autoroutières ne changera pas en 2021. Elles coûteront donc 50 € pour 365 jours, 14 € pour 30 jours et 10 € pour 10 jours. Le ministre rappelle que ce prix n'a pas changé depuis dix ans malgré la construction de nouvelles autoroutes et la hausse des coûts d'entretien.
- La Société nationale des autoroutes doit rembourser 115,7 M€ à cause d'irrégularités dans la construction de quatre tronçons autoroutiers. 98,35 M€ reviendront à l'UE.

Transport ferroviaire

- Le 12 novembre, la compagnie des Chemins de fer de la Slovaquie (ZSR), société publique chargée des infrastructures ferroviaires, a signé un contrat de modernisation du nœud ferroviaire à Zilina (nord du pays). La modernisation à Zilina concerne la reconstruction des rails, l'amélioration de l'équipement technique, l'incorporation d'éléments modernes afin d'améliorer les paramètres techniques et de sécurité. La construction concerne 14 km dans la direction est-ouest et 2,3 km dans la direction nord-sud. Le financement du projet se fera à partir de deux instruments financiers européens : programme opérationnel Infrastructure intégrée (254,5 M€) et CEF (68,9 M€). Pour mémoire, cet AO a été remporté par le consortium Pod Dubnom dirigé par Strabag avec comme partenaires Eurovia (groupe Vinci), Subterra et AZD.
- Le ministère des Transports dédommagera les sociétés ferroviaires publiques qui sont fortement impactées par la réduction de la mobilité. En octobre, l'Etat a débloqué 35 M€ pour ZSSK (transport de passagers) et 18 M€ pour ZSR (infrastructures ferroviaires).

Transport aérien

- Le ministère des Transports et de la construction Andrej Dolezal confirme son intérêt à développer l'aéroport de Bratislava tout en assurant qu'il ne s'agira pas d'une privatisation cachée. Selon son secrétaire d'Etat, M. Jaroslav Kmet, le ministère indique que les intéressés sont non seulement d'Europe occidentale mais aussi de Proche et d'Extrême Orient. Toute aide directe publique à l'aéroport étant interdite, l'arrivée d'un investisseur stratégique pour une concession de 30 ans est primordiale pour assurer le développement de l'aéroport. Cette arrivée serait conditionnée par un investissement de 100, 200 ou 300 M€. Le ministre souligne que l'Etat contrôlera le processus de sélection et orientera donc le développement stratégique de l'aéroport pour éviter à l'avenir d'en faire un simple aéroport de transport de marchandises.

Environnement

- L'Union européenne contribuera à la transformation des régions minières. Le Parlement européen devrait approuver la législation en la matière pour débloquer 459 M€ sur le Fonds de transition dont presque la moitié sera orientée vers la région de Haute Nitra en Slovaquie. La vice-première ministre à l'investissement, Mme Veronika Remisova, rappelle que la transformation des régions minières est une occasion importante pour la création d'emploi de qualité dans nouveaux secteurs économiques. La Slovaquie prévoit d'ici 3 ans d'arrêter définitivement toute subvention publique à l'extraction du charbon domestique. Aujourd'hui, la subvention à hauteur approximativement de 100 M€ / an est payée par tous les consommateurs d'électricité au travers du tarif qui finance aussi les énergies renouvelables. Après 2023, les mines seront progressivement fermées. Les ressources du Fonds de transition seront utilisées à la création d'emploi, au soutien aux investisseurs et à la requalification de près de 2 000 mineurs et plusieurs milliers de personnes dans les secteurs annexes.
- Mi-novembre, le ministre de l'Environnement Jan Budaj a présenté le nouveau site internet www.dnesdycham.sk (« je respire aujourd'hui »). Grâce à ce site, le public peut retrouver toutes les données sur la qualité de l'air en Slovaquie qui proviennent des 38 stations de contrôle de l'Institut



slovaque de météorologie. Elles sont disponibles sur une carte interactive du pays. Le ministère veut au travers ce simple outil permettre aux citoyens slovaques d'avoir à disposition toute information sur le niveau des émissions de particules dangereuses dans les régions. Le ministre a rappelé qu'un million de Slovaques vivait dans un environnement nuisible.

- D'après le secrétaire d'Etat à l'Environnement, Michal Kica, la capacité des deux incinérateurs de déchets, situés à Bratislava et à Kosice, en plus des incinérateurs dans les cimenteries suffisent largement à couvrir les besoins slovaques. L'Etat ne soutiendra donc plus la construction de nouveaux incinérateurs dans le pays, même si cette solution peut être plus simple par rapport au recyclage. Il pointe du doigt également la problématique des importations de déchets des pays voisins qui « nettoient leurs pays » en exportant leurs déchets en Slovaquie. Il rappelle en outre que les sociétés étrangères ont plus de moyens financiers que les municipalités slovaques.

L'Institut de la politique environnementale, unité analytique du ministère des Finances, est du même avis. Il a publié une étude de faisabilité pour la construction d'un troisième incinérateur à valorisation énergétique à Bratislava. Selon l'étude, la construction de ce troisième incinérateur/chaudière est évaluée à 79 M€. Ce calcul compte sur le transfert de déchets mis dans les décharges vers cette nouvelle unité. En effet, les coûts liés à la mise en décharge devraient croître progressivement pour atteindre bientôt 82 €/t. Cela correspond approximativement à la valorisation énergétique des déchets. Selon l'étude, si on valorise énergétiquement tous les déchets municipaux non triés et non recyclés de Bratislava, cela correspondra à 35 % des capacités pour la période 2025-2044. Les autres déchets seraient d'origine industrielle ou en provenance d'autres mairies. C'est pourquoi le ministère de l'Environnement propose comme alternative la construction d'un centre de réutilisation et le soutien à la collecte des bio-déchets (poubelles pour les bio-déchets dans les quartiers résidentiels) ainsi que la construction de composteurs ou d'une centrale à biogaz. Une telle mesure augmenterait un recyclage jusqu'à 42 % tandis que l'alternative d'un troisième incinérateur/chaudière n'assurerait un recyclage qu'à hauteur de 36 %.

LETTONIE

Environnement

- Le gouvernement letton a annoncé l'application du projet de loi sur l'interdiction de certains produits contenant du plastique début juillet 2021¹. Ce projet reprend la directive 2019/904 du Parlement européen et du Conseil concernant l'interdiction de produits en plastique afin de réduire la pollution environnementale. Les groupes de produits concernés sont nombreux, on retrouve notamment les emballages d'aliments et de boissons, les verres à boissons, les ballons, les produits du tabac avec filtre... La transposition de cette directive permettra également d'améliorer la gestion des déchets et ainsi contribuer au renforcement de l'économie circulaire.
- Le premier hackathon des solutions innovantes dans le domaine de traitement des déchets «DaibeZero» aura lieu les 20 et 21 février 2021. Ce concours d'idées est organisé par l'entreprise de gestion des déchets, SIA ZAAO, en coopération avec l'Agence lettone d'Investissement et de développement (LIAA), l'incubateur de Valmiera et l'entreprise de production de fibres de verre AS «Valmieras stikla skiedra». Les équipes intéressées peuvent s'inscrire au hackathon du 1^{er} au 17 décembre 2020.

Energie

- Conexus Baltic Grid, l'opérateur letton de transport et de stockage de gaz naturel, a rejoint l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre². Suivant l'objectif du Plan national d'énergie et du climat de la Lettonie pour 2021-2030, Conexus a conduit une étude de décarbonisation du réseau de gaz et travaille actuellement sur le déploiement de l'infrastructure hydrogène.
- La consommation de ressources énergétiques renouvelables a augmenté de plus de 25% en Lettonie au cours de ces dix dernières années. Le bois de chauffage et les ressources hydroélectriques et éoliennes sont de loin les plus utilisés : en 2019, la part du bois de chauffage dans la consommation brute de sources d'énergie renouvelables était de 82%. En 2019, la Lettonie avait la 3^e part la plus élevée de sources d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie de l'UE (40%), après la Suède et la Finlande. Concernant la dépendance aux ressources énergétiques importées, elle a diminué de presque 20 point de pourcentage depuis 2005 pour s'établir à 44,3% en 2018.
- L'entreprise Aeronas a bénéficié du financement du fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) à hauteur de 2,5 M€ pour adapter les solutions d'entretien et de réparation des pales des

¹ <https://www.varam.gov.lv/en/article/varam-restriction-plastic-products-will-reduce-environmental-pollution-and-improve-waste-management>

² <https://energycentral.com/news/conexus-joins-euro-pean-clean-hydrogen-alliance>



turbines des éoliennes terrestres aux éoliennes maritimes. Le projet sera réalisé au cours des trois prochaines années, en coopération avec les partenaires français (GE Renewable Energy) et britanniques (Tethys Energy Services), ainsi que l'entreprise lettone SIA Saunora. La technologie automatisée d'entretien des pales de turbines des éoliennes terrestres élaborée par Aeronos est déjà bien connue dans le monde entier et l'entreprise est le prestataire de services pour les entreprises énergétiques General Electric, Vesta, Nordex et Siemens Gamesa.

- Selon les données publiées par l'office lettone des statistiques (www.csb.gov.lv), la production d'énergie électrique durant la période janvier-octobre 2020 a représenté 4,549GWh, en diminution de 9,8% par rapport à la même période en 2019. Les grandes centrales hydroélectriques ont produit 2,201 GWh d'électricité (48% du total), en progression de presque 46% par rapport à l'année précédente, principalement grâce au fort débit d'eau à Daugava. En raison de l'utilisation renforcée des capacités hydro-électriques et un hiver plus doux, le volume de l'énergie électrique en provenance des centrales de cogénération a fortement baissé de 46,6% et a atteint seulement 1,303 GWh.

Infrastructures

- La coentreprise balte RB Rail, en charge du projet ferroviaire Rail Baltica, a lancé le 13 novembre 2020 un appel d'offres portant sur la prestation de service d'ingénierie pour préparer l'élaboration, la mise en œuvre et la surveillance du sous-système de contrôle-commande et de signalisation des trains. L'appel d'offres sera organisé en deux étapes et le délai de remise des offres pour la première étape est le 30 novembre 2020.
- Le 23 novembre 2020, le chantier de la gare centrale Rail Baltica à Riga a été officiellement lancé en présence de M. Agnis Driksna, président du Conseil d'administration de la coentreprise balte RB Rail, et M. Pascal Joseph, représentant de l'équipe de contrôle et de surveillance des travaux de «Egis - Deutsche-Bahn».

Transport

- La Direction des routes (CSDD), le gestionnaire du réseau national de plus de 70 bornes de recharge pour les véhicules électriques « e-mobi », continue le développement de son infrastructure et vient d'installer 40 nouvelles bornes de recharge rapide. CSDD prévoit d'installer au total 139 stations de recharge rapide d'ici 2021.
- Plusieurs entreprises lettones, dont les ports de Riga, de Liepaja et de Ventspils, la compagnie des chemins de fer «Latvijas Dzelzceļš», ainsi que l'aéroport de Riga et la poste lettone, ont participé au plus grand forum du secteur des transports en Russie «Semaine de transport 2020», qui s'est tenu à Moscou du 18 au 20 novembre 2020. La délégation lettone a été représentée en présentiel par l'attaché du ministère lettone des Transports en Russie et le directeur du bureau de «Latvijas Dzelzceļš» à Moscou.
- Le 26 novembre 2020, le président du Conseil d'administration de la compagnie ferroviaire «Latvijas Dzelzceļš», M. Maris Kleinbergs, a eu un entretien à distance avec le directeur adjoint des chemins de fer de la Russie, M. Sergejs Pavlovs. Les représentants de deux compagnies ferroviaires ont discuté de la possibilité d'organiser le transport de voyageurs sur le trajet Saint-Pétersbourg – Kaliningrad, en passant par la Lettonie.
- Le 17 novembre 2020, le gouvernement lettone a pris une décision de compenser les pertes des compagnies de transport régional de voyageurs occasionnées par la COVID-19. Le montant total de support financier représente 18,7 M€, dont 11,8 M€ pour le transport routier de voyageurs et 6,37 M€, pour le transport ferroviaire.

LITUANIE

Environnement

Investissements pour la protection de l'environnement

- En 2019, les entreprises industrielles lituaniennes ont dépensé 220 M€ pour la protection de l'environnement (+24,9% par rapport à 2018), notamment pour protéger les ressources en eau (148,2 M€), la qualité de l'air (38 M€) ou encore le recyclage (31 M€).
- INVL Asset Management, une des plus grandes sociétés de gestion d'actifs des pays baltes, a créé un fonds (STAFF II) qui a permis de lever 32,45 M€ auprès d'investisseurs privés pour des projets durables forestiers et agricoles en Europe, en commençant par la région balte. La taille maximale du fonds sera limitée à 200 M€.



Fiscalité environnementale

- Simonas Gentvilas, futur ministre lituanien de l'Environnement de la Lituanie, a annoncé que les taxes sur la pollution seront modifiées : la taxe actuelle sur la pollution automobile sera revue et étendue aux équipements agricoles et les taxes pour les principaux pollueurs seront augmentées pour forcer le verdissement de l'industrie. M. Gentvilas souhaite que les grandes villes du pays soient équipées en transports publics électriques d'ici 2025.
- L'OCDE a appelé la Lituanie à réduire les subventions aux combustibles fossiles et à introduire une taxe sur le carbone pour verdir son économie, en lui recommandant d'introduire une taxe carbone dans les secteurs non couverts par le système européen d'échange de quotas d'émission, notamment les transports.
- Le ministre lituanien des Finances sortant, Vilnius Sapoka, a déclaré qu'il soutenait les recommandations de l'OCDE à introduire des taxes environnementales. Mme Armonaitė, future ministre de l'Economie et des innovations, a souligné que ces taxes n'étaient pas une fin en soi et devaient contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux.

Energie

Nucléaire

- Suite à l'ouverture de la centrale nucléaire d'Astravets, la loi lituanienne sur les mesures nécessaires pour se protéger contre les menaces dangereuses des centrales nucléaires dans les pays tiers a été mise en vigueur. La Lituanie a arrêté tout échange électrique avec la Biélorussie. Le Président de la République et le gouvernement soulignent le caractère européen de cette menace et appellent à une réaction communautaire. Le projet d'établissement d'un accord inter-balte sur l'importation de l'électricité des pays tiers nécessite un fort niveau de coordination qui peine aujourd'hui à être trouvé. La Lettonie a déjà entamé des échanges avec la Russie sur la base d'une nouvelle méthodologie qui n'a pas été approuvée par le régulateur lituanien.

ENR

- Les amendements législatifs permettront d'installer un parc éolien de 700 MW en mer Baltique. Une vente aux enchères d'énergie éolienne pourrait avoir lieu en 2023. Ignitis Grupe a déjà annoncé son intention d'investir dans le parc éolien de la mer Baltique en coopération avec son partenaire stratégique Engie et Ocean Winds. Achemos Grupe souhaite construire une usine de production de composants pour énergie éolienne à Klaipėda.
- La Lituanie et la région des Flandres ont signé un mémorandum d'entente (MoU) pour renforcer leur coopération dans le domaine des énergies renouvelables en promouvant les technologies et en identifiant leurs opportunités pour réaliser des investissements conjoints, notamment pour développer un projet éolien offshore en mer Baltique. A cause de la forte densité de population de la région, l'éolien flamand est peu rentable et pourra donc se développer grâce au partenariat lituanien.
- La Lituanie pense déjà à étendre prochainement ce projet de parc éolien. Le potentiel total de production d'énergie éolienne dans la mer Baltique pourrait atteindre près de 3,4 GW. La première étape du projet qui devrait être achevée d'ici 2030 fournira 25 % environ de la demande d'électricité de la Lituanie, et ce serait la plus grande source de production d'électricité du pays. Actuellement, la capacité de production d'énergie éolienne actuelle de la Lituanie est de 533 MW.
- En coopération avec Geco Investicijos, IDEX New Nordic prévoit bientôt de nouvelles acquisitions dans les prochains mois pour investir dans des projets d'énergies renouvelables et biocarburants en Lituanie, en Lettonie et en Estonie. Le chauffage central, l'énergie pour le secteur industriel et les projets d'énergies renouvelables seront les piliers de ces projets.
- Projet d'une valeur de 160 M€, la centrale de cogénération de Kaunas (joint-venture entre Ignitis Grupe et la société finlandaise Fortum Heat Lietuva) a lancé ses opérations commerciales. La centrale produit de la chaleur et de l'électricité à partir de déchets ménagers non recyclables et des déchets industriels non dangereux pour produire de l'énergie.

Hydrogène

- Le 30 novembre, la Lituanie a lancé une plateforme dédiée à l'hydrogène. L'accord concernant cette Plateforme Hydrogène a été signé par les ministères de l'Énergie, des Transports, et de l'Économie et des Innovations, le Conseil national de régulation de l'énergie, les entreprises énergétiques (EPSO-G, Ignitis Group, Klaipėdos Nafta, Amber Grid, ORLEN Lituanie, Achema, SG Dujos, Contrarian Ventures), les associations professionnelles concernées, la Energy Digital Innovation Hub, l'Institut lituanien de



l'énergie et le Cluster maritime lituanien. Tous ces signataires sont devenus membres de la Plateforme Hydrogène.

GNL

- Le ministère de l'Énergie souhaite réduire de quatre à deux le nombre de grands navires de GNL d'Equinor achetés chaque année par Ignitis. Dans le cadre du contrat signé en 2014 avec l'entreprise norvégienne, la Lituanie s'est engagée à acheter une quantité minimale de GNL nécessaire à l'exploitation du terminal de Klaipėda pendant dix ans. Entre temps, le gaz Equinor est devenu beaucoup plus cher.
- La Commission européenne a accepté les mesures de la Lituanie pour acheter en 2024 l'unité flottante de stockage et de regazéification de GNL (FSRU) après expiration du contrat de location. En 2020, 68% du volume total de gaz naturel importé en Lituanie a été fourni via ce terminal. Des garanties d'Etat serviront à financer cet achat.

Infrastructures

Portuaires

- Le gouvernement cherche à créer les conditions permettant aux entreprises de production, d'assemblage et de stockage de s'établir dans le port de Klaipėda. Actuellement l'expansion des entreprises de construction et de réparations navales est actuellement empêchée par la vétusté des quais du port.
- L'Union européenne alloue 17,3 M€ pour mener à bien les travaux du canal du port de Klaipėda dont la valeur totale du projet s'élève à environ 30 M€. Ces investissements permettront de maintenir la compétitivité régionale du port, de sécuriser la navigation et de respecter davantage l'environnement.

Rail Baltica

- Dix gares au minimum devraient être construites en Lituanie dans le cadre du chemin de fer Rail Baltica et permettront aux habitants des petites villes, de voyager en train rapide pour se rendre dans les plus grandes. Une fois le chemin de fer terminé en 2026, un voyage de Vilnius à Riga prendra 1,5 h, à Tallinn 3,5 h, à Varsovie 4 h.
- Le français Marc-Philippe El Beze a été nommé pour un mandat de 3 ans directeur technique et membre du conseil d'administration de RB Rail AS. Il gèrera tous les aspects techniques du projet en coopération avec les bénéficiaires nationaux, les organismes de mise en œuvre et les principales parties prenantes externes.

Transport

Aviation

- En coordination avec la Commission européenne, le ministère lituanien des transports envisage d'indemniser l'augmentation de cette année des frais du secteur de l'aviation. Les frais de supervision des compagnies aériennes ont été multipliés par cinq.
- Les aéroports lituaniens enregistrent une baisse de 20 % du trafic passagers (77 000 passagers) par rapport à septembre et de 60 % en glissement annuel. Les volumes de fret ont cependant légèrement augmenté. Le nombre de vols a chuté de 23,7 % en glissement mensuel. Par conséquent, l'opérateur aéroportuaire lituanien Lietuvos Oro Uostai prévoit de licencier 48 employés. Selon Eurocontrol, les flux de vols reviendront aux chiffres de l'année dernière au plus tôt en 2024. 92 % des vols seront rétablis d'ici 2024.

Numérisation des transports

- Au cours de discussions ministérielles entre les Etats baltes, la Pologne et les pays du Partenariat oriental, en réponse à l'initiative de l'UE, la Lituanie a annoncé la numérisation du secteur des transports et de logistique. Le nombre de documents imprimés sur papier reste trop important dans le secteur des transports dont le traitement est long et coûteux. La Lituanie veut créer un prototype d'e-CMR sans papier pour la logistique internationale afin d'accroître la compétitivité régionale.

Routier

- Le Seimas a permis l'introduction en 2023 un nouveau système de péage électronique (90 M€ du plan ADN) dans lequel les tarifs de péage ne dépendront pas du temps d'utilisation de la route mais de la



distance parcourue. La redevance sera plafonnée entre 3,5 et 7 centimes d'€ par kilomètre pour les bus et les voitures particulières et entre 5 et 16 centimes d'€ pour les poids lourds. Des taux minimaux s'appliqueront à certains agriculteurs et entreprises agricoles.

ESTONIE

Environnement

- Le gouvernement a approuvé la position de l'Estonie sur la vision européenne à long terme intitulée « Une planète propre pour tous » et soutient l'objectif zéro carbone pour 2050.
- Eesti Energia a également proposé au gouvernement d'engager une procédure d'urgence pour prolonger la période pendant laquelle la redevance sur les dépôts des cendres issues de l'exploitation des schistes bitumineux, désormais fixée à 1,31 €/t (décision prise en juin, valable jusqu'à la fin de l'année), soit maintenue jusqu'à ce que le gouvernement ait approuvé et mis en œuvre un plan à long terme sur les redevances de pollution.
- Le Centre d'investissement environnemental (KIK) a ouvert un appel à propositions concernant l'organisation du recyclage des déchets biodégradables, pour un montant de 3 M€. Plusieurs comtés estoniens sont en train de mettre en place des centres de traitement des déchets biodégradables. Dans le cadre du nouvel appel à propositions, des subventions peuvent être demandées par les municipalités et leurs institutions, les institutions communes et les associations, ainsi que par les personnes morales de droit privé pour le recyclage des boues d'épuration, des déchets de cuisine et de cantine, des déchets de jardin et de parc.
- Selon l'opposition socialiste au Parlement, le pays pourrait ne pas atteindre ses objectifs climatiques en matière de production d'électricité verte d'ici 2030, notamment en raison des retards pris sur le déploiement de l'éolien. La possibilité d'établir des parcs éoliens se fait seulement avec l'approbation du ministère de la Défense. Les retards pris pourraient également entraîner une situation selon laquelle l'Estonie deviendrait un importateur d'électricité.
- Le nouveau ministre de l'Environnement, Rain Epler (EKRE, extrême-droite) a définitivement pris ses fonctions ce mois-ci. Celui-ci s'est fait attaquer par les Verts estoniens au Parlement en raison de ses déclarations sur le réchauffement climatique. En effet, le ministre, s'il ne nie pas l'existence du réchauffement climatique, a remis en question l'origine humaine de celui-ci.
- Le gouvernement a annoncé son soutien aux deux stratégies européennes sur l'économie climatiquement neutre et sur l'hydrogène.
- A compter du 1^{er} décembre, l'Estonie a officiellement rejoint les 22 autres États membres du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme.
- Les entreprises estoniennes Roofit Solar Energy, Estanc et Reverse resources ont été récompensées par une médaille d'argent lors de la remise des prix européens de l'environnement pour les entreprises.
- Selon des agences de certification forestière, les activités de l'entreprise publique de gestion forestière RMK sont conformes aux exigences d'une gestionnaire forestière durable et respectueuse de l'environnement. Le certificat délivré par le PEFC confirme que les forêts sont gérées de manière responsable et durable et que les exigences environnementales, sociales et économiques sont respectées dans la gestion forestière.
- L'entreprise Foxway, spécialisée dans le reconditionnement des pièces détachées d'appareils électroniques et basée à Tartu a racheté son concurrent espagnol Redeem afin d'assurer son expansion en Europe occidentale et méridionale.
- L'île d'Aegna, aux abords de Tallinn devrait devenir un éco-île d'ici le printemps 2021, via l'installation d'infrastructures touristiques avec un faible impact pour l'environnement. Le projet de développement financé par le programme INTERREG Baltique centrale se poursuivra jusqu'au 31 mars 2021.

Infrastructures

- L'entreprise publique d'infrastructure ferroviaire Estonian Railways et AS TREV-2 Grupp ont signé un accord prévoyant la construction d'un nouveau pont ferroviaire sur la rivière Emajogi et le redressement sur environ 2,2 km de la voie ferrée existante—celle-ci étant actuellement sinueuse, cela ne permet pas de dépasser les 100 km/h. La valeur du contrat s'élève à plus de 4,85 M€.
- Estonian Railways a signé un accord de grande envergure sur la modernisation de ses systèmes de contrôle-commande et de signalisation (CCS). Le coût de l'accord s'élève à un peu plus de 115 M€. Il est prévu de moderniser les systèmes de CCS sur six sections et dans environ 50 gares au cours de la période 2020-2024. Cela permettra d'améliorer la qualité de l'infrastructure ferroviaire, la gestion du trafic et la sécurité.



- Kaurits, une société du groupe de construction estonien Nordecon, a conclu un contrat avec GRK Infra AS pour l'exécution de travaux de terrassement sur le tronçon routier Voobu-Anna (10 km) de la route Tallinn-Tartu. Le coût des travaux s'élève à 9,5 M€ hors TVA.
- La construction du terminal de Rail Baltica dans la zone d'Ülemiste à Tallinn va débuter en 2021. Le terminal devrait être terminé d'ici la fin de 2025. À ce jour, un avant-projet a été achevé sur la base de la candidature gagnante du concours pour la conception architecturale du bâtiment annoncé il y a un an. L'appel d'offres pour la construction doit avoir lieu en juin 2021.
- L'expert en trains à grande vitesse Marc-Philippe El Beze a rejoint l'entreprise Rail Baltica en tant que directeur technique et membre du conseil d'administration. Il gèrera tous les aspects techniques du projet. El Beze a 40 ans d'expérience dans l'industrie ferroviaire. Il a travaillé sur des projets ferroviaires en Europe, au Canada, au Brésil, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique du Nord et en Océanie. Plus récemment, il a travaillé comme ingénieur en chef pour l'alliance Vinci Construction GP/Link et a participé au projet City Rail Link à Auckland, en Nouvelle-Zélande.
- Rail Baltica, a lancé un appel d'offres pour la préparation, la fourniture et la supervision du déploiement des sous-systèmes de contrôle-commande et de signalisation (CCS).

Energie

- Le groupe énergétique Eesti Energia prévoit de connecter sa centrale électrique et ses parcs éoliens d'Auvere par le biais d'une plateforme de centrale virtuelle à une réserve d'énergie à réaction rapide qui peut soutenir la sécurité énergétique et d'approvisionnement de la Finlande. Cette participation au marché énergétique finlandais permettrait d'acquérir une expérience précieuse qui pourrait être utilisée en Estonie à l'avenir. En prévision de la déconnexion avec le réseau russe, le groupe énergétique estime qu'il est nécessaire de disposer d'équipements de production d'énergie flexibles et réactifs, pouvant être activés en temps réel grâce à des solutions numériques. En outre, Eesti Energia se prépare à entrer sur le marché finlandais avec un service de centrale électrique virtuelle pour les clients industriels, qui accélèrera la révolution verte et numérique en faisant en sorte que les gros équipements consommant et produisant de l'électricité rapportent de l'argent aux clients, en réduisant les coûts énergétiques et en permettant la mise sur le marché de plus d'énergies renouvelables.
- Le gouvernement a annoncé qu'il est prêt à coter en bourse Enefit Green, la filiale d'énergies renouvelables d'Eesti Energia dès que la situation économique s'améliorera. Cette introduction en bourse est attendue depuis le printemps. Par ailleurs, l'entreprise a produit près de 108,5 GWh d'électricité en octobre, soit 12% de plus que l'année passée à la même période.
- Eesti Energia a également annoncé qu'elle rejoignait l'Alliance européenne pour un hydrogène propre, afin d'accélérer la révolution verte dans le pays. L'entreprise souhaite lancer des projets pilotes pour la production d'hydrogène vert à proximité de ses parcs éoliens et en coopération avec d'autres entreprises. A l'heure actuelle, l'hydrogène est produit à partir de gaz naturel.
- Au mois d'octobre, le gestionnaire des réseaux publics a versé près de 7,6 M€ de soutien pour les énergies renouvelables et la cogénération à haut rendement. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé l'allocation de 8 M€ reversé à Elering au titre de la compensation de l'augmentation de la redevance sur les énergies renouvelables. Cette décision devrait permettre d'éviter une augmentation de la redevance sur les énergies renouvelables l'année prochaine et de la maintenir cette année.
- La redevance sur les énergies renouvelables perçue auprès des consommateurs estoniens pour le paiement des subventions à l'électricité renouvelable conformément à la loi sur le marché de l'électricité restera à 1,13 ct €/kWh hors TVA en 2021. Les subventions en faveur des énergies renouvelables devraient s'élever à 90,1 M€ en 2021, et l'aide à l'électricité produite en mode de cogénération efficace à 3,9 M€. Le volume d'électricité à produire à partir d'énergies renouvelables est estimé à 1 677 GWh et l'électricité produite en cogénération à 122 GWh. Près de la moitié, soit 47 %, des subventions aux énergies renouvelables seront versées aux centrales de cogénération alimentées par la biomasse. L'électricité renouvelable produite à partir de l'énergie éolienne recevra 32 % des aides et l'électricité solaire 18 %. Le reste de l'aide sera réparti entre les centrales au biogaz et les centrales hydroélectriques. Les volumes d'énergie renouvelable et de cogénération subventionnés ont augmenté de 10,9 % au cours des 12 derniers mois, et l'aide a été versée pour 1 927 GWh d'énergie. L'aide versée aux producteurs d'énergie renouvelable s'est élevée à 103,5 M€, dont 88,9 % ont été couverts par les consommateurs. L'État a contribué à hauteur de 12 M€ en 2020 au programme de subvention, ce qui permet de maintenir la redevance sur les énergies renouvelables payable par les consommateurs au même niveau en 2021, malgré une légère augmentation des volumes de production d'énergies renouvelables et une légère diminution de la consommation.



- Les résultats annuels de l'industrie des schistes bitumineux font état de la production de 1,17 Mt d'huile de schiste et de 16 Mt de cette ressource extraite en 2019. Cependant, 54% d'électricité en moins a été produite à partir des schistes bitumineux. En 2019, le secteur employait 6530 personnes et a permis une entrée de 121 M€ dans les caisses de l'Etat.
- La baisse du prix de l'électricité en Estonie a été la plus importante au sein de l'Union européenne, à hauteur de 8,9% sur un an.
- Le gouvernement estonien est en cours de négociation avec le gouvernement irlandais pour un accord de vente de quotas d'énergies renouvelables à hauteur de 3500 GWh, pour un montant total de 37,5 M€. Selon le ministère des Affaires économiques, le pays serait en mesure de vendre près de 2500 GWh. Les revenus issus de ces transferts statistiques d'énergie renouvelables ont permis de financer les subventions reversées au gestionnaire public des réseaux Elering. Avec la somme de cet accord, les fonds devraient être utilisés pour stimuler le développement des énergies renouvelables.
- Elektrilevi, société de réseau électrique, a finalisé la modernisation de la ligne électrique aérienne Sikassaare-Nasva sur l'île de Saaremaa, garantissant de fait une meilleure sécurité d'approvisionnement pour cette région, pour un investissement de 13,5 M€. Il s'agit d'un véritable enjeu d'approvisionnement dans la mesure où la région est régulièrement victime d'intempéries. Cette modernisation permet également d'augmenter les capacités d'approvisionnement, signal favorable pour les entreprises locales.
- L'entreprise Roheline Astri, filiale d'énergies renouvelables d'Astri Grupp, a investi 250 000 € dans des centrales solaires qui seront installées sur les toits des centres commerciaux du groupe cette année. La société prévoit également la construction d'une centrale solaire de 100 kW à Tartu, ainsi que deux centrales de 50 kW à Narva, représentant une production de 200 000 kW/an. La mise en place des centrales solaires est financée par la banque LHV.
- La société de gestion forestière Metsagrupp a annoncé la construction de centrales solaires dans tout le pays pour un montant total de 3,5 M€, d'une capacité de 50 kW. Le projet est financé par la banque SEB.
- L'entreprise Vattenfall a signé un accord pour intensifier sa coopération avec la société estonienne Fermi Energia. Celle-ci avait participé il y a quelques mois à l'étude de faisabilité pour la construction d'un petit réacteur nucléaire. Le but de la coopération est d'évaluer plus en détail la maturité technologique des petits réacteurs modulaires et l'aptitude de ces technologies à être introduites en Estonie. De même, Fermi Energia a commencé à collaborer avec l'entreprise américaine Deep Isolation pour évaluer l'adéquation de la géologie estonienne à l'utilisation de la technologie de stockage en puits profonds. Les résultats de l'étude sont attendus pour 2021.
- Le Parti de la Réforme (opposition) a remis au Parlement un projet de loi visant à développer une stratégie sur l'hydrogène. L'élaboration d'une telle stratégie permettrait d'intégrer les technologies de l'hydrogène dans les documents nationaux sur le climat « Principes généraux de la politique climatique jusqu'en 2050 » et « Plan national de l'Estonie pour l'énergie et le climat pour 2030 ».
- Le nouveau ministre de l'environnement, Rain Epler (EKRE), s'est montré plutôt favorable à la réflexion sur la construction d'une petite centrale nucléaire en Estonie, même s'il s'est montré sceptique concernant l'origine anthropogénique du changement climatique.
- Les énergies renouvelables représentaient 37 % de la production totale d'électricité en Estonie au cours du troisième trimestre de l'année, couvrant plus de 25 % de la consommation locale (contre 21% en 2019).
- Eesti Energia a rejoint l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre. Cette alliance vise à adopter les technologies de l'hydrogène en Europe d'ici 2030 et à combiner les énergies renouvelables et la production d'hydrogène propre pour verdir l'industrie, les transports et d'autres secteurs.
- Fermi Energia, une entreprise qui prospecte la construction d'une centrale nucléaire en Estonie basée sur la technologie SMR, a proposé à la municipalité de Viru-Nigula de lui accorder un droit de superficie pour installer une telle centrale près du port de Kunda.
- Skeleton Technologies, une start-up estonienne qui développe et fabrique des ultra condensateurs, a annoncé une coopération avec Wrightbus, un important équipementier de bus. La start-up vient également de lever 41,3 M€.

Transports

- Un cinquième de la flotte de bus de la ville de Tallinn passera au biométhane d'ici 2021, ce qui réduira la dépendance au pétrole d'environ 2,86 M de litres en un an.
- La société de transport public de Tallinn Tallinna Linnatranspordi AS (TLT) et le fabricant d'autobus Solaris Bus & Coach ont signé un accord pour la fourniture de 100 autobus à gaz comprimé supplémentaires.



- Le Ministère estonien des Affaires économiques et des Communications et le groupe de construction d'infrastructures Verston ont signé un contrat prévoyant la privatisation de l'entreprise publique d'entretien des routes Eesti Teed. Le montant de la transaction s'élève à 19,7 M€. L'opération sera finalisée après que l'autorité estonienne de la concurrence aura accordé son autorisation.
- Tallink Silja a signé avec la Nordic Investment Bank (NIB) un accord de prêt à terme d'une valeur de 100 M€ pour le financement de son fonds de roulement. Le prêt est un filet de sécurité supplémentaire qui lui permettra de faire face aux conséquences de la crise. La société mère, Tallink Grupp, a enregistré une perte nette de 23,9 M€ au troisième trimestre 2020, contre un bénéfice de 54,6 M€ à la même période l'année précédente.
- Les représentants du secteur maritime ont demandé à ce que les droits de passage soient réduits de 50 % au moins jusqu'en 2024, craignant une augmentation significative du prix des importations chinoises en Europe en décembre et au cours du premier trimestre de l'année prochaine.
- Le Parlement a voté la fusion de l'Administration des transports, l'Administration de l'aviation civile, l'Administration des routes et l'Administration maritime. Toutes ces autorités seront regroupées en une seule Administration des transports. La fusion sera effective à compter du 1^{er} janvier 2021. En outre, le poste de Secrétaire général adjoint aux affaires maritimes sera créé au Ministère des affaires économiques et des communications afin de développer de façon plus approfondie les affaires maritimes.
- Les ports estoniens ont traité 3,5 Mt de cargaisons en octobre, soit 7,8 % de plus que l'année dernière à la même période. Le chargement du fret a augmenté de 9,5 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 2,4 Mt et le déchargement a augmenté de 4,1 % pour atteindre 1,1 Mt. Le chargement des marchandises s'est élevé à 20,5 Mt, soit une baisse de 1,1 % par rapport à l'année précédente, et le déchargement à 10,9 Mt, soit une hausse de 9,8 % par rapport à l'année précédente.
- Les voitures électriques et les voitures hybrides rechargeables représentent 3,5 % du nombre total des nouvelles voitures vendues en Estonie depuis le début de l'année, ce qui constitue un nouveau record pour le pays. La crise du coronavirus, qui a eu un fort impact sur l'industrie automobile, ne semble pas avoir affecté les ventes de véhicules électriques. Alors que les ventes de voitures neuves ont chuté de près de 30 %, l'augmentation des ventes de véhicules électriques se poursuit. La popularité des voitures électriques est principalement due à l'arrivée de nouveaux modèles plus abordables. Selon un sondage réalisé par Norstat pour Citadele Bank dans les Etats baltes, 36 % des résidents en Estonie envisagent d'acheter un véhicule électrique dans les dix prochaines années — contre 39% en Lettonie et 46% en Lituanie.
- Au total, 9,2 Mt de fret ont été transportés sur l'infrastructure d'Estonian Railways au cours des dix premiers mois de cette année, soit 16 % de moins que pendant la même période en 2019. Les principales catégories de marchandises transportées sont toujours les engrais, les combustibles minéraux et les produits chimiques. Le PDG de la compagnie, Erik Laidvee, note également une reprise du transport de schistes bitumineux.
- Des capteurs seront installés sur trois bus interurbains supplémentaires avant le début de l'hiver afin de fournir aux entreprises d'entretien des routes des informations en temps réel sur l'état des routes. Le premier contrôleur de l'état des routes a été installé dans un bus en Estonie dans le cadre d'un projet pilote il y a quatre ans et, à l'heure actuelle, sept bus équipés de tels dispositifs circulent chaque jour sur les routes estoniennes.
- La société de transport estonienne Bolt va étendre son service de location de véhicules électriques légers à 100 villes européennes et mettre en circulation 130 000 scooters et vélos électriques en 2021, la somme totale des investissements s'élevant à plus de 100 M€.
- Le Centre estonien d'investissement pour l'environnement offre des subventions pour l'achat de véhicules entièrement électriques. Le montant de la subvention est de 5 000 € par véhicule et les véhicules pouvant bénéficier de la subvention sont ceux qui coûtent jusqu'à 50 000 € hors TVA. Le véhicule électrique acheté avec la subvention doit avoir parcouru au moins 80 000 km pendant une période de quatre ans, dont au moins 80 % en Estonie. Le budget total du Centre est de 400 000 €.
- En octobre, 35 025 passagers sont passés par l'aéroport de Tallinn, ce qui représente environ 11 % du volume réalisé l'année dernière. Sous l'effet de la seconde vague, le nombre de passagers a même chuté de 22,6 % par rapport à septembre 2020.
- La navette autonome Iseauto, qui l'été dernier a desservi le quartier d'Ülemiste à Tallinn, a commencé à fonctionner dans la ville grecque de Lamia. La navette, fabriquée par Auve Tech en Estonie, est le premier véhicule autonome de quatrième catégorie en Grèce à avoir été autorisé à circuler sur la voie publique. Outre la technologie, les Estoniens ont également aidé la Grèce à se doter d'une législation adaptée à l'ère des véhicules autonomes.



- L'entreprise de logistique Greencarrier Freight Services va racheter la branche d'activité logistique routière des pays baltes et des pays d'Europe centrale et orientale à Transpoint International, une filiale du groupe VR (groupe de chemin de fer de l'Etat finlandais). Selon l'entreprise, cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de Greencarrier Freight Services de se développer sur le marché intérieur (mer Baltique) et de renforcer la position de l'entreprise en Finlande, dans les pays baltes et en Europe centrale et orientale.
- Le Ministère des Affaires économiques et des Communications a commandé une analyse qui vise à faciliter la création d'un système de transport public unique pour Tallinn, le comté de Harju et le nord du comté de Rapla. L'analyse devrait être finalisée d'ici l'été. Sur le long terme, le Ministère prévoit d'établir un système de transport à l'échelle nationale où il ne serait plus nécessaire d'acheter des billets de bus et de train séparés, mais où le tarif de transport des passagers sera basé sur la destination, quel que soit leur moyen de transport.

© Service Economique Régional, Ambassade de France en Pologne @DGTresor Poland

Ce document représente une veille effectuée dans les secteurs Energie, Transport, Environnement, Infrastructures, par l'ensemble des services économiques des Etats d'Europe centrale et balte. Toute reproduction, représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, sur quelque support que ce soit, papier ou électronique, effectuée sans l'autorisation écrite expresse du Service Economique Régional de l'Ambassade de France en Pologne, est interdite et constitue un délit de contrefaçon sanctionné par l'article L.335-2 du code de la propriété intellectuelle.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Varsovie s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.